La stratégie nationale de santé… en fuite ?

Qu'il n'y aura pas de moment public pour en parler ? Que le rapport n'a pas l'agrément des pouvoirs publics au point qu'il n'est même pas utile de respecter les formes ? Que décidément les sages ne l'ont pas été assez de sorte que le document issu de leur comité est un brûlot ? Nous nous perdons en conjectures.
Et maintenant, où allons-nous ?
Nous ne cessons de le rappeler, la tenue du comité des sages et la remise de leur rapport constituait une étape. Nous attendons beaucoup de la suite et des groupes de travail prévus par la lettre de mission attribuée à Alain Cordier. Car de nombreuses recommandations du rapport ont besoin d'être débattues et réappropriées par les acteurs, pour être traduites demain dans des mesures et des solutions concrètes, acceptées et promues par eux.

Les conclusions du comité des sages dessinent une approche globale : elles ouvrent vers un authentique système de santé et elles prônent le passage à l'échelle dans des parcours de soins que les patients attendent. Et nous ne ferions rien de telles conclusions ? Ni Etats généraux, ni assises, ni groupes de travail. Ce serait un grand malheur.

De la démocratie sanitaire avant toute chose.
Pour la première fois depuis 2002, un rapport public traite avec égard la question de la démocratie sanitaire, avec une compréhension fine de l'inéquitable traitement des associations d'usagers dans un processus qui concerne tous les acteurs. Le rapport montre bien que des ajustements sont nécessaires et ne sauraient se résumer à la question trop limitée de la place des représentants des usagers à l'hôpital.

Pour nous associations d'usagers du système de santé, la démocratie sanitaire c'est la question de notre représentation dans toutes les instances, avec les moyens publics adaptés puisqu'il s'agit d'une mission de service public. Cela va plus loin, c'est aussi comme le souligne le rapport du comité des sages, la question du renforcement des capacités des patients dans la relation de soin. Une décennie après avoir posé les fondations de ces processus, les héritiers vont-ils renoncer ?

Le premier ministre avait réclamé dans son discours de politique générale le 3 juillet 2012 une stratégie nationale de santé. Elle reste à construire. La Nation y a intérêt. Les usagers aussi !